



RALL 2005
RENCONTRES AFRICAINES DU LOGICIEL LIBRE
DE L'ASSOCIATION AFRICAINE DES UTILISATEURS DE LOGICIELS LIBRES
(AAUL)

RAPPORT GÉNÉRAL

Introduction

Les Rencontres Africaines du Logiciel Libre (RALL) se veulent, une fois par an, un espace d'échanges et de partage pour éduquer, informer et renforcer le maillage multi-acteurs sur les savoirs et les savoir faire basés sur les logiciels libres, afin de bâtir en Afrique une société de l'information libérée de l'ignorance et garante de l'amélioration des conditions de vie des populations.

Le volet conférence débat des RALL de Libreville s'est déroulé du 19 au 21 octobre 2005 dans le respect de la tradition établie à Ouagadougou au travers de quatre articulations suivantes. La première articulation est celle des rappels sur les principes des logiciels libres. La deuxième est celle des cyber-stratégies nationales de développement socio-économique. La troisième articulation donne une illustration de l'entreprenariat libre naissant et la quatrième et dernière articulation est celle du processus pour l'atteinte des objectifs de développement du millénaire.

1. Principes des Logiciels libres

Des exposés débats ont rappelé les principes essentiels sur lesquels se fondent les logiciels libres. Utiliser sans contraintes, comprendre, améliorer et distribuer sont les quatre briques de base du logiciel libre.

Le LL est basé sur un modèle économique viable, dans lequel la valeur ajoutée est produite sous forme de services ou d'améliorations du logiciel existant. Le fait de pouvoir copier un logiciel libre à moindre coût révolutionne la production et la transmission de la connaissance.

Le travail collaboratif, et plus généralement la mutation des méthodes de travail sont quelques uns des autres principes que véhiculent les logiciels libres.

La technologie n'est jamais neutre. La liberté et la possibilité d'une meilleure maîtrise du développement des systèmes d'information sont un gage de sécurité socio-

économique des États et/ou des communautés que seuls les logiciels libres sont capables d'assurer.

Pour tout ce qui précède, les intervenants ont insisté sur la nécessité de faire reculer le spectre des brevets logiciels. Ceux-ci sont utilisés comme armes stratégiques par certains pays et certaines entreprises, désireux de contrôler le marché des technologies de l'information.

2. Cyber-stratégies nationales de développement socio-économique

Trois modèles ont été présentés.

Le premier est pyramidal avec un mouvement de haut en bas, à la lumière de trois exemples de mise en œuvre en Tunisie, en Afrique du Sud et au Vietnam. La volonté politique s'est traduite par l'adoption d'un cadre législatif et réglementaire adéquate. Les logiciels libres font l'objet d'un choix national qui s'inscrit dans un cadre global et une volonté politique claire et déterminée pour s'inscrire dans la société de l'information. Il s'en est suivi l'élaboration d'une cyber-stratégie et d'un plan d'action qui s'exécute en préservant l'indépendance de l'État. Le e-Maroc peut être classé dans ce modèle de mouvement de haut en bas. L'élaboration de cette cyber-stratégie ne faisait pas originellement mention de l'usage des logiciels libres. Cependant, du fait de l'ampleur des coûts d'une mise en œuvre basée sur des logiciels propriétaires, une nouvelle proposition basée sur l'usage de logiciels libres est en cours d'étude.

Le deuxième est aussi pyramidal, avec un mouvement de bas en haut. Ce modèle est en cours de mise en œuvre en Côte d'Ivoire. L'association des utilisateurs de logiciels libres exécute un plan d'action cohérent qui met l'accent sur la sensibilisation, la formation et la création des sociétés de services basées sur les LL. La montée en puissance des activités de cette association converge vers l'élaboration d'une cyber-stratégie nationale de développement socio-économique basé sur les LL.

Le troisième modèle se caractérise par le développement non coordonné, par essais successifs, de multiples initiatives pertinentes mais souvent cloisonnées. Le Sénégal avec ses 10 000 télécentres présente un potentiel remarquable pour l'adoption d'une cyber-stratégie basée sur les LL.

Dans le premier modèle pré-cité, on retiendra que le plan d'action national est articulé autour du renforcement des compétences, de la politique de partenariat, de la veille technologique et juridique, de la favorisation de l'essor technologique et de la mise en place de portails Web.

Un des succès de l'Afrique du Sud est la création de nombreuses entreprises par la population noire. Après la traduction d'Openoffice.Org en langue locale, de nombreux projets pilotes basés sur du logiciel libre sont en phase de finalisation. Parmi ceux-ci, on trouve la gestion du fichier de l'état civil en ce qui concerne les mariages, la gestion des passeports et le rappel de la date d'expiration des passeports à leurs détenteurs, l'enregistrement des enfants dès leur naissance, ou l'indication à la population des

hôpitaux les plus proches de leur résidence ; ce projet sera très bientôt déployé au niveau national. Le système Dokoza est un autre projet pilote destiné au fonctionnement du système médical en Afrique du Sud. Une autre application pilote mobile permet aux policiers de vérifier à tout moment l'état de paiement des contraventions.

3. Entreprenariat

Quatre exposés débats ont donné des éclaircissements pour susciter des vocations et donner une dynamique dans un monde africain en mutation. Les quatre intervenants sont membres du CHALA (Club des Hommes et des Femmes d'Affaires du Libre en Afrique).

Le CHALA est un groupement d'intérêt économique créé par huit entreprises pionnières qui offrent des services à valeur ajoutée basés sur les logiciels libres. Plusieurs actions concrètes sont en cours de réalisation pour favoriser l'émergence d'une industrie du logiciel libre en Afrique. L'une d'elles est la mise en œuvre d'un site Web, sur lequel les membres et non membres trouveront des informations sur ce qu'est le CHALA ainsi que de nombreuses informations techniques, et également destiné à recenser les appels d'offres en cours, afin que les entreprises membres du CHALA puissent concourir en mutualisant leurs compétences. Une autre concerne la rédaction d'une charte. Une troisième consiste en une forge, permettant un accès rapide des membres aux projets déjà développés ou en cours de développement.

4. Processus pour l'atteinte des objectifs de développement du millénaire

Les huit objectifs de développement du millénaire peuvent être adressés par les LL. Les huit ODM sont les suivants :

- i. Éliminer l'extrême pauvreté.
- ii. Assurer l'éducation pour tous.
- iii. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- iv. Réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans
- v. Améliorer la santé maternelle
- vi. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies
- vii. Assurer un environnement durable
- viii. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Six exposés entrecoupés de débats ont apporté des clarifications nécessaires. Trois exemples sont ici rapportés et concernent l'éducation, la santé et les communautés locales ou territoriales.

4.1. Éducation

Trois dimensions permettent de scruter le logiciel libre dans le processus de développement de l'éducation. La première dimension se préoccupe du LL comme objet d'étude pour la formation des informaticiens, puis la deuxième comme moyen pour l'informatisation des écoles, et enfin la troisième comme méthode applicable à la

production de connaissances. Des efforts associatifs et/ou institutionnels sont illustrés par de nombreux exemples de sites proposés.

4.2. Santé

Un rappel des objectifs montre que l'accent doit être mis sur les aspects suivants : (i) système d'information hospitalier et de traitement des dossiers, (ii) information de proximité pour la sensibilisation à l'hygiène sanitaire, et (iii) suivi sanitaire électronique et soins de santé. Des plate-formes de systèmes d'information, des outils d'aide au diagnostic, à la lutte contre le VIH/SIDA, tous basés sur les logiciels libres, sont déjà disponibles. L'intercommunicabilité des systèmes médicaux, indispensable dans le suivi sanitaire, est possible grâce aux systèmes ouverts, caractéristique essentielle des logiciels libres.

4.3. Gouvernement et Communautés locales

Cinq exposés liminaires ont permis de mettre en évidence un ensemble de bonnes pratiques destinées à ce que l'argent public soit utilisé au mieux dans le cadre de projets d'administration publique basés sur les LL.

La mise en place d'un système d'information de proximité est une nécessité impérieuse pour une vie communautaire paisible. Pour y arriver, il est nécessaire de mettre en place une véritable industrie dont la chaîne technologique comprend la numérisation, l'archivage, le traitement et la diffusion des données.

Les logiciels libres constituent l'adjuvant de cette industrie, moyennant la mise en œuvre d'un processus en plusieurs étapes : sensibilisation, stratégie nationale, formation à l'appropriation et développement des entreprises de services.

Des systèmes sont développés et opérationnels pour notamment la gestion d'administrative et concourent à la mise en œuvre progressive de la gouvernance électronique dans quelques pays africains.

Produire de l'abondance est le modèle de l'économie du LL pour donner une réponse à la problématique d'efficacité accrue qui est la grande préoccupation des communautés locales ou territoriales.

L'ADULLACT est un exemple français de communauté virtuelle destinée à promouvoir l'utilisation des logiciels libres dans l'administration, et à mutualiser les initiatives de développement logiciel afin d'éviter que les contribuables ne payent plusieurs fois le développement d'outils équivalents. Elle compte notamment une quarantaine de villes dont Paris et une quarantaine d'entreprises.

La carte libre du Gabon a été présentée comme une illustration saisissante du UPCT, une initiative collaborative de cartographie à l'échelle mondiale, dans laquelle les relevés géographiques sont effectués par des contributeurs disposant d'un simple équipement GPS, mettant ainsi à disposition de tous des cartes libres et continuellement remises à jour.

Le projet *localisation en Amharic* développe une application de gouvernement électronique (e-government) utilisant la langue nationale Amharic parlée par 50 millions de personnes. Il utilise une interface web avec alphabet multilingue et dispose d'une plateforme d'échanges de documents utilisée par les autorités locales et l'administration centrale de l'Ethiopie.

Conclusion

Au terme des trois jours de cette conférence, il est à noter pour s'en féliciter, que les discussions et la mutualisation des expériences se sont déroulées dans un climat emprunt de sérénité et de franche liberté.